

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} septembre 2012.

Art. 3. Le Ministre flamand qui a l'enseignement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté. Bruxelles, le 21 septembre 2012.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
K. PEETERS

Le Ministre flamand de l'Enseignement, de la Jeunesse, de l'Égalité des Chances et de Bruxelles,
P. SMET

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2012 — 3158

[C - 2012/31740]

20 SEPTEMBRE 2012. — Arrêté 2012/154 du Collège de la Commission communautaire française portant modification de diverses dispositions réglementaires relatives à l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle

Le Collège,

Vu le décret II du Conseil de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, l'article 4, alinéa 1^{er}, 1^o;

Vu le décret III de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, l'article 4, alinéa 1^{er}, 1^o;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 portant création de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle, les articles 17, § 1^{er}, alinéa 2, et 3, et 22, alinéa 1^{er};

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 fixant le statut des fonctionnaires généraux de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 fixant le cadre organique de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les fonctionnaires de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 fixant le règlement du personnel de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle donné le 16 avril 2012;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 1^{er} mars 2012;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du Budget, donné le 8 mars 2012;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé de la fonction publique, donné le 27 mars 2012;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle, donné le 16 avril 2012;

Vu l'information transmise au Ministre fédéral des Pensions le 23 avril 2012;

Vu le protocole n° 2012/10 du 24 avril 2012 du Comité de secteur XV de la Commission communautaire française;

Vu l'avis n° 51.862 du Conseil d'Etat, donné le 23 août 2012, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition du Membre du Collège en charge de la Formation professionnelle;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Généralités

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle une matière visée aux articles 127 et 128 de la Constitution, en vertu de l'article 138 de celle-ci.

CHAPITRE II. — *Modification de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 fixant le statut des fonctionnaires généraux de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle*

Art. 2. A l'article 2 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 fixant le statut des fonctionnaires généraux de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle, les modifications suivantes sont apportées :

1^o les mots « fonctionnaire dirigeant adjoint » sont remplacés par les mots « fonctionnaire dirigeant adjoint (en extinction) »;

2^o les mots « inspecteur général » sont remplacés par les mots « inspecteur général (en extinction) ».

Art. 3. A l'article 3 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o les mots « directeur général adjoint » sont remplacés par les mots « directeur général adjoint (en extinction) »;

2^o les mots « inspecteur général » sont remplacés par les mots « inspecteur général (en extinction) ».

Art. 4. Dans l'article 4 du même arrêté, les mots « 26/1 » sont insérés entre les mots « à l'exception des articles » et le mot « 43 ».

Art. 5. Dans l'article 5 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« L'emploi de fonctionnaire dirigeant est déclaré vacant par le Collège avant qu'il puisse être attribué par mandat. Ce mandat est intitulé « mandat de rang 16 ». Le titulaire du mandat est dénommé « mandataire de rang 16 » ».

2° à l'alinéa 2, les mots « (en extinction) » sont insérés après les mots « directeur général adjoint » et après les mots « inspecteur général ».

Art. 6. Dans le même arrêté, il est inséré un article 5/1, rédigé comme suit :

« Art. 5/1. Le grade de directeur général adjoint en tant que fonctionnaire dirigeant adjoint et le grade d'inspecteur général sont en extinction. Les emplois prévus par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 fixant le cadre organique de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle s'éteignent lors de la mise à la retraite ou de la promotion des personnes qui les occupent actuellement.

L'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 portant le statut des fonctionnaires des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française, sous réserve des exceptions prévues à l'article 4, s'applique au grade de directeur général adjoint en tant que fonctionnaire dirigeant adjoint et au grade d'inspecteur général jusqu'à leur extinction. ».

Art. 7. Dans le même arrêté, il est inséré un article 5/2 libellé comme suit :

« Art. 5/2. Par dérogation à l'article 158 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 portant le statut des fonctionnaires des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française, le fonctionnaire général de rang 16 peut être maintenu en service pour une période de six mois renouvelable trois fois, après avoir atteint l'âge légal de la retraite si le premier mandat de rang 16 n'a pas encore été attribué à cette date.

Le fonctionnaire général de rang 16 maintenu en fonction au delà de l'âge légal de la retraite conserve sa qualité de fonctionnaire.

La décision est prise par le Collège sur proposition du Membre du Collège qui a la tutelle sur l'Institut. ».

CHAPITRE III. — *Modification de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 fixant le cadre organique de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle*

Art. 8. A l'article 2 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 fixant le cadre organique de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « directeur général adjoint » sont remplacés par les mots « directeur général adjoint (en extinction) »;

2° les mots « inspecteur général » sont remplacés par les mots « inspecteur général (en extinction) ».

CHAPITRE IV. — *Modification de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les fonctionnaires de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle*

Art. 9. A l'annexe de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 relatif au classement hiérarchique des grades que peuvent porter les fonctionnaires de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « directeur général adjoint » sont remplacés par les mots « directeur général adjoint (en extinction) »;

2° les mots « inspecteur général » sont remplacés par les mots « inspecteur général (en extinction) ».

CHAPITRE V. — *Modification de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 fixant le règlement du personnel de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle*

Art. 10. A l'article 6, § 2, de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 fixant le règlement du personnel de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle, les mots « fonctionnaire dirigeant adjoint » sont remplacés par les mots « fonctionnaire dirigeant adjoint (en extinction) ».

CHAPITRE VI. — *Disposition finale*

Art. 11. Le Membre du Collège qui a la Formation professionnelle dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 20 septembre 2012.

Emir KIR,
Membre du Collège en charge de la Formation professionnelle
Christos DOULKERIDIS,
Ministre-Président du Collège

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2012 — 3158

[C — 2012/31740]

20 SEPTEMBER 2012. — Besluit 2012/154 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende wijziging van verschillende reglementaire bepalingen met betrekking tot het Franstalig Brussels Instituut voor beroepsopleiding

Het College,

Gelet op decreet II van de Raad van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van bepaalde bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, artikel 4, lid 1, 1°;

Gelet op decreet III van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van bepaalde bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, artikel 4, lid 1, 1°;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 houdende de oprichting van het Franstalig Brussels Instituut voor beroepsopleiding, artikelen 17, § 1, lid 2, en 3, en 22, lid 1°;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 tot vaststelling van het statuut van de algemene ambtenaren van het Franstalig Brussels Instituut voor beroepsopleiding;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 tot vaststelling van de organieke personeelsformatie van het Franstalig Brussels Instituut voor beroepsopleiding;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 betreffende de hiërarchische rangschikking van de graden die de ambtenaren van het Franstalig Brussels Instituut voor beroepsopleiding kunnen bekleden;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 tot bepaling van het personeelsreglement van het Franstalig Brussels Instituut voor beroepsopleiding;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van het Franstalig Brussels Instituut voor beroepsopleiding uitgebracht op maandag 16 april 2012;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, uitgebracht op 1 maart 2012;

Gelet op het akkoord van het Lid van het College belast met de Begroting, uitgebracht op 8 maart 2012;

Gelet op het akkoord van het Lid van het College belast met het Openbaar Ambt, uitgebracht op 27 maart 2012;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van het Franstalig Brussels Instituut voor beroepsopleiding, uitgebracht op 16 april 2012;

Gelet op de informatie overgemaakt aan de Federale Minister van Pensioenen op 23 april 2012;

Gelet op protocol nr. 2012/10 van 24 april 2012 van het Sectorcomité XV van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het advies nr. 51.862 van de Raad van State, uitgebracht op 23 augustus 2012, met toepassing van artikel 84, § 1, lid 1, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voordracht van het Lid van het College bevoegd voor Beroepsopleiding,

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I – *Algemeenheden*

Artikel 1. Dit besluit regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikelen 127 en 128 van de Grondwet, krachtens artikel 138 ervan.

HOOFDSTUK II. — *Wijziging van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 houdende het statuut van de algemene ambtenaren van het Franstalig Brussels Instituut voor beroepsopleiding*

Art. 2. In artikel 2 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 houdende het statuut van de algemene ambtenaren van het Franstalig Brussels Instituut voor beroepsopleiding, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « adjunct-leidend ambtenaar » worden vervangen door de woorden « adjunct-leidend ambtenaar (in afbouw) »;

2° de woorden « inspecteur-generaal » worden vervangen door de woorden « inspecteur-generaal (in afbouw) »;

Art. 3. In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « adjunct-directeur-generaal » worden vervangen door de woorden « adjunct-directeur-generaal (in afbouw) »;

2° de woorden « inspecteur-generaal » worden vervangen door de woorden « inspecteur-generaal (in afbouw) »;

Art. 4. In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de woorden « 26/1 » ingevoegd tussen de woorden « met uitzondering van de artikelen » en het woord « 43 ».

Art. 5. In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° lid 1 wordt vervangen als volgt :

« De betrekking van leidend ambtenaar wordt door het College vacant verklaard alvorens ze per mandaat toegewezen kan worden. Dit mandaat wordt « mandaat van rang 16 » getiteld. De titularis van het mandaat wordt « mandataris van rang 16 » genoemd ».

2° in lid 2 worden de woorden « (in afbouw) » ingevoegd na de woorden « adjunct-directeur-generaal » en na de woorden « inspecteur-generaal ».

Art. 6. In hetzelfde besluit wordt een artikel 5/1 ingevoegd, opgesteld als volgt :

« Art. 5/1. De graad van adjunct-directeur-generaal als adjunct-leidend ambtenaar en de graad van inspecteur-generaal zijn in afbouw. De betrekkingen voorzien door het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 houdende het organieke kader van het Franstalig Brussels Instituut voor beroepsopleiding doven uit bij pensionering of promotie van de personen die ze momenteel bekleden.

Het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie, onder voorbehoud van de uitzonderingen voorzien door artikel 4, is van toepassing op de graad van de adjunct-directeur-generaal als adjunct-leidend ambtenaar en op de graad van inspecteur-generaal tot hun uitdoving. ».

Art. 7. In hetzelfde besluit wordt een artikel 5/2 ingevoegd, opgesteld als volgt :

Art. 5/2. Bij afwijking van artikel 158 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie, kan de ambtenaar-generaal van rang 16 in dienst gehouden worden voor een termijn van zes maanden hernieuwbaar 3 keer, na de wettelijke leeftijd te hebben bereikt indien het eerste mandaat van rang 16 niet op die datum werd toegekend.

De ambtenaar-generaal van rang 16 die in functie blijft na de pensioenleeftijd behoudt zijn hoedanigheid van ambtenaar.

De beslissing wordt door het College genomen op voordracht van het Lid van het College met Openbaar Ambt in zijn bevoegdheden. ».

HOOFDSTUK III. — Wijziging van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 tot bepaling van de organieke personeelsformatie van het Franstalig Brussels Instituut voor beroepsopleiding;

Art. 8. In artikel 2 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 houdende de organieke personeelsformatie van het Franstalig Brussels Instituut voor beroepsopleiding, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « adjunct-directeur-generaal » worden vervangen door de woorden « adjunct-directeur-generaal (in afbouw) »;

2° de woorden « inspecteur-generaal » worden vervangen door de woorden « inspecteur-generaal (in afbouw) »;

HOOFDSTUK IV. — Wijziging van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 betreffende de hiërarchische rangschikking van de graden die de ambtenaren van het Franstalig Brussels Instituut voor beroepsopleiding kunnen bekleden;

Art. 9. In de bijlage van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 betreffende de hiërarchische rangschikking van de graden die de ambtenaren van het Franstalig Brussels Instituut voor beroepsopleiding kunnen bekleden, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « adjunct-directeur-generaal » worden vervangen door de woorden « adjunct-directeur-generaal(in afbouw) »;

2° de woorden « inspecteur-generaal » worden vervangen door de woorden « inspecteur-generaal (in afbouw) »;

HOOFDSTUK V. — Wijziging van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 houdende het reglement van het personeel van het Franstalig Brussels Instituut voor beroepsopleiding

Art. 10. In artikel 6, § 2 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 tot vaststelling van het reglement van het personeel van het Franstalig Brussels Instituut voor beroepsopleiding worden de woorden « adjunct-leidend ambtenaar » vervangen door de woorden « adjunct-leidend ambtenaar (in afbouw) ».

HOOFDSTUK VI. — Slotbepaling

Art. 11. Het Lid van het College bevoegd voor Beroepsopleiding wordt belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 20 september 2012.

Emir KIR,

Lid van het College bevoegd voor Beroepsopleiding

Christos DOULKERIDIS,

Minister-Voorzitter van het College

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2012 — 3159

[C — 2012/31741]

20 SEPTEMBRE 2012. — Arrêté 2012/155 du Collège de la Commission communautaire française portant modification de diverses dispositions réglementaires relatives au mandat dans les organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française

Le Collège,

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, l'article 79, § 1^{er}, inséré par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu le décret II du Conseil de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, l'article 4, alinéa 1^{er}, 1°;

Vu le décret III de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, l'article 4, alinéa 1^{er}, 1°;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 portant création de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle, les articles 17, § 1^{er}, alinéa 2, et 3, et 22, alinéa 1^{er};